

Malgré le ralentissement de la croissance en Afrique, le monde des affaires reste confiant

La moitié des entreprises interrogées par le Conseil français des investisseurs en Afrique prévoit une croissance de leur chiffre d'affaires pour 2017.

Par Myriam Dubertrand

LE MONDE Le 20.02.2017 à 12h46



Vue de Luanda, la capitale de l'Angola. Le pays obtient une note supérieure à la moyenne du continent en termes d'appréciation du climat des affaires. Crédits : BENJAMIN SHEPPARD / AFP

A 2 % en 2016, la croissance africaine est à son plus bas niveau depuis vingt ans. De quoi [voir](#) l'avenir sous un jour sombre pour les entrepreneurs ? « *Non*, estime Etienne Giros, président délégué du Conseil français des investisseurs en [Afrique](#) (CIAN). Car ce chiffre cache des réalités très différentes. Certains pays ont été frappés par la baisse du prix des [matières premières](#) et du [pétrole](#), d'autres par la sécheresse, d'autres encore par des incertitudes politiques ou par l'effondrement du tourisme. Si on exclut la quinzaine de pays concernés par ces problématiques spécifiques, les taux de croissance sont de l'ordre de 3,5 % à 4 %. Les nuages qui se sont amoncelés ne remettent pas en cause l'émergence du continent comme relais de croissance pour les trente prochaines années. »

Le message est, semble-t-il, passé et [le monde](#) des affaires reste confiant. C'est ce qui ressort de la 28^e édition de l'[enquête](#) annuelle de l'organisation patronale qui prend le pouls de l'activité des [sociétés](#) étrangères sur le continent. Ainsi, la moitié des quelque 500 dirigeants d'entreprise sondés prévoient un chiffre d'affaires en croissance pour 2017 et plus d'un tiers déclarent une reprise de leurs investissements.

Zones géographiques les plus dynamiques ? L'Afrique de l'Ouest suivie par l'Afrique du Nord où les dirigeants croient à un décollage de leurs volumes d'affaires en [Algérie](#), en [Mauritanie](#), en [Egypte](#) et en [Tunisie](#). Les prévisions sont, en revanche, nettement moins optimistes pour l'Afrique centrale, où la moitié des sondés prévoient un chiffre d'affaires en baisse, notamment au Congo, au [Gabon](#), en République démocratique du Congo et au [Tchad](#).

Dans le reste du continent, les situations sont contrastées. « *Une [Afrique du Sud](#) moins dynamique, l'[Angola](#) tout à fait en panne, le [Mozambique](#) et la [Zambie](#) au ralenti, alors que le [Kenya](#), l'[Ouganda](#), [Djibouti](#) et l'[Ethiopie](#) sont orientés à la hausse* », note l'étude. A l'échelle du

continent, les pays jugés les plus porteurs par les responsables de sociétés sont la Côte d'Ivoire, le Kenya, le [Mali](#), Maurice, l'Ouganda et le [Sénégal](#).

Lire aussi : Les fragilités du nouveau « miracle ivoirien » ([/afrique/article/2017/02/18/les-fragilites-du-nouveau-miracle-ivoirien_5081733_3212.html](#))

Conséquence de l'espérance de gains : 40 % des [entreprises](#) interrogées se disent prêtes à [reprendre](#) leurs investissements en Afrique de l'Ouest. Une donnée qui grimpe même à 60 % pour le [Niger](#) et le Sénégal. Exception : le [Nigeria](#), où – baisse du prix du pétrole oblige – la moitié des investisseurs souhaitent [réduire](#) leur exposition. En matière de rentabilité, les responsables se montrent moins enclins à l'optimisme que les années passées. Ils sont même plus d'un quart à [prévoir](#) une année de pertes.

« Le réseau téléphonique et Internet, des points forts »

Dernier point abordé par l'enquête : l'évaluation de l'[environnement](#) dans lequel les entreprises évoluent. La note d'appréciation du [climat](#) des affaires – qui porte sur 39 critères (réseau Internet, distribution électrique, impact du secteur informel, environnement fiscal, sécurité des personnes, efficacité de l'administration, coût de la main-d'œuvre, système de [formation](#) ...) – reste stable à 2,4 sur 5 sur l'ensemble du continent (2,39 en 2016).

« Sur les 34 pays passés au crible, 16 obtiennent un score au-dessus de la moyenne », note Sandrine Sorieul, directrice du CIAN. Il s'agit du [Maroc](#) qui prend place, comme en 2016, sur la première marche du podium avec 3,8 ; de Maurice (3,7) ; de l'Afrique du sud, l'Algérie et Djibouti (2,9), l'Angola et le [Ghana](#) (2,8) ; l'Egypte, le Kenya, l'Ouganda et le Sénégal (2,7) ; la Zambie et le [Togo](#) (2,6) ; le [Burkina Faso](#), l'Ethiopie et le Tunisie (2,5). La République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Tchad ferment quant à eux la marche avec un faible score de 1,6.

Lire notre enquête : Djibouti, objet de toutes les convoitises
([/international/article/2016/11/18/djibouti-la-cage-aux-fauves_5033325_3210.html](#))

Les points forts et les points faibles évoluent peu par rapport aux années précédentes. « Le réseau téléphonique et Internet font partie globalement des points forts, explique Sandrine Sorieul, de même que la qualité du secteur bancaire, notamment en Afrique du Nord. En revanche, le réseau ferré est montré du doigt pour sa faiblesse et le coût de l'électricité est jugé trop lourd. » Tous les critères liés à l'administration restent dans le rouge : efficacité des services, incitation à l'investissement, environnement fiscal, délais du système judiciaire... Quant à la corruption, elle demeure un problème majeur pour l'ensemble du continent, à quelques exceptions près : Djibouti, Maurice, Ethiopie et Maroc.